



COORDONNATRICE OU COORDONNATEUR – DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE

Offre d'emploi : SE-23-23

Direction : Enquêtes Jeunesse

Statut : Emploi temporaire à temps complet pour un (1) an – remplacement d'un congé de maternité

Type de poste : Personnel syndiqué

Nombre d'heures par semaine : 35 heures

Ville : Montréal

Salaire minimum : 57 948 \$

Salaire maximum : 104 099 \$

Maximum à l'embauche : 84 612 \$

Début de l'affichage : 22-02-2023

Fin de l'affichage : 02-03-2023

Ce poste fait simultanément l'objet d'un affichage interne et externe

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi et les candidatures des membres des groupes visés (les femmes, les personnes handicapées, les personnes autochtones, les minorités visibles et les minorités ethniques) sont encouragées à soumettre leur candidature. Si vous êtes une personne handicapée, vous pouvez recevoir, sur demande, de l'assistance pour le processus de présélection et de sélection.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse est constituée par la Charte des droits et libertés de la personne. La Commission est un organisme indépendant du gouvernement et remplit sa mission au seul bénéfice de la population et dans l'intérêt du public. Forte de son indépendance et de son expertise, la Commission assure la promotion et le respect des droits énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Elle assure aussi la protection de l'intérêt de l'enfant ainsi que le respect et la promotion des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse. Elle veille également à l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics.

Faites partie d'une équipe dynamique et engagée qui vous offrira des défis stimulants et des expériences professionnelles diversifiées.

Exigences essentielles

Détenir un diplôme universitaire terminal, dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études en sciences humaines, juridiques, sociales ou dans des secteurs ou autre discipline universitaire appropriée dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Est également admise ou admis une candidate ou un candidat qui a un nombre d'années de scolarité inférieur à celui exigé au paragraphe précédent, à la condition qu'elle ou il compense chaque année de scolarité manquante par deux (2) années d'expérience pertinente; toutefois, la candidate ou le candidat doit détenir au moins un certificat d'études secondaires équivalant à une onzième (11e) année ou à une cinquième (5e) année du secondaire ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ou par l'autorité compétente.

Et posséder quatre (4) années d'expérience pertinente dans l'exercice d'activités de niveau professionnel ou d'encadrement dont au moins deux (2) années dans un secteur d'activités connexes aux attributions du poste.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice ou du directeur des enquêtes Jeunesse, la ou le titulaire du poste participe à la planification et à la qualité des activités de son équipe et en assure la coordination. Elle ou il joue un rôle moteur dans la circulation fluide de l'information touchant aux différents mandats de la Commission en matière jeunesse en fournissant une réponse rapide, adéquate et constante à partir d'une approche globale et interdisciplinaire.

La coordonnatrice ou le coordonnateur travaille en collaboration avec le personnel de sa direction et exerce des fonctions transversales avec les membres des autres directions de la Commission ainsi qu'en concertation avec des partenaires externes. Elle ou il joue un rôle d'expert-conseil en matière d'enquête et de soutien à la performance organisationnelle.

Plus particulièrement, la ou le titulaire du poste a comme tâche, de façon non limitative, de :

- Faciliter le cheminement des demandes d'intervention en matière jeunesse faites à la Commission concernant une situation où les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants seraient potentiellement lésés, et ce, à toutes les étapes du processus opérationnel;
- S'assurer du respect des procédures et méthodes de travail aux différentes étapes de traitement d'une demande d'intervention jeunesse et proposer des améliorations, lorsque nécessaire;
- Assurer un rôle d'expert-conseil en matière d'enquête jeunesse;
- Assister les membres de l'équipe sous sa coordination dans la planification de leurs activités et le respect de leurs échéanciers;
- S'assurer que les services rendus à la clientèle correspondent aux standards qualitatifs attendus et respectent le cadre prévu;
- Veiller au suivi des situations urgentes et prioriser les interventions à mettre en place pour sécuriser ces situations;
- Favoriser la transmission de l'information pertinente à la réalisation des mandats de la Commission;
- Assurer la révision annuelle de l'ensemble des documents de support disponibles aux membres de la direction et développer des contenus pour les bonifier en tenant compte des problématiques émergentes;
- Développer des contenus de formation continue et des outils d'aide à la tâche pour le traitement des dossiers d'enquête jeunesse selon les besoins identifiés dans les secteurs d'activités;
- Participer à la formation de base, à la formation spécifique et continue des membres de son équipe et, au besoin, des membres des autres directions;
- Participer à l'évaluation du rendement des membres de son équipe et signaler à la directrice ou au directeur les défis particuliers propres aux personnes sous sa coordination;
- Collaborer avec les acteurs qui œuvrent à l'ensemble des activités de la Commission en matière jeunesse et faire des recommandations à la directrice ou au directeur, notamment en préparant des notes sur des dossiers sensibles ou des enjeux particuliers;
- Participer à la rédaction des différents rapports de reddition de comptes, au besoin;
- Développer et piloter des projets en lien avec les mandats de la Commission en matière jeunesse, en assurer le suivi et l'évaluation;
- Discuter avec la ou le gestionnaire de toutes difficultés ou enjeux rencontrés et apporter des pistes de solutions;
- Accomplir toute autre tâche connexe ou tout mandat particulier confié par la directrice ou le directeur et compatible avec l'emploi.

Profil recherché

- Bonne connaissance des mandats des différentes directions de la CDPDJ en matière jeunesse, de ses avis et de ses orientations visant les enfants pris en charge selon la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ) et la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents* (LSJPA);
- Bonne connaissance des processus de traitement des enquêtes en matière jeunesse et des cadres juridiques applicables;
- Excellente connaissance des méthodes d'enquête;
- Bonne connaissance des missions des ressources externes œuvrant auprès d'enfants pris en charge par la directrice ou le directeur de la protection de la jeunesse/la directrice ou le directeur provincial (DPJ/DP), des lois applicables et de leurs services;
- Excellent sens de la planification, de l'organisation et de la gestion des priorités;
- Capacité à mener plusieurs mandats diversifiés dans un cadre rigoureux en termes de délais et de résultats;
- Excellentes habiletés en communication écrite et verbale, dont la rédaction, la synthèse et l'animation;
- Forte capacité d'analyse pour traiter beaucoup d'information documentaire, la vulgariser et la simplifier;
- Sens des responsabilités et aptitude à détecter les situations prioritaires et à traiter une urgence;
- Grand sens du service à la clientèle; bonne écoute et empathie;
- Capacité à exercer un leadership mobilisant et connaissance des méthodes de résolution de conflits;
- Aptitude à travailler efficacement en équipe multidisciplinaire et très bonnes habiletés relationnelles;
- Bonne capacité à travailler sous pression et à s'adapter à des situations imprévues;
- Intérêt particulier pour les droits de la jeunesse.

Atout

La connaissance de la langue anglaise parlée et écrite.

Avantages

- Journées de vacances;
- Journées de maladie;
- Assurances collectives;
- Régime de retraite à prestations déterminées;
- Horaire flexible;
- Politique de télétravail*;
- Semaine de travail comprimée sur une base de 4 jours (35 heures);
- Programme d'aide aux employés.

*Possibilité, selon certaines conditions, de travailler en mode hybride jusqu'à 3 jours en télétravail par semaine.

Si vous êtes intéressé par cette offre d'emploi, nous vous invitons à nous faire parvenir votre candidature sur notre site internet au www.cdpedj.qc.ca à la rubrique *Emplois* **au plus tard le 2 mars 2023** à 17h00.

Veillez prendre note que nous communiquerons uniquement avec les candidatures retenues.